

LA DEUX

“

«L'Italie ne sera pas à l'abri des marchés obligataires tant qu'un gouvernement solide et stable n'aura pas mis en œuvre les mesures d'austérité et fait des réformes avec un leadership fort et crédible.»

Jan Randolph

Analyste à IHS Global Insight

Epinglé par Vadot



Les taux italiens dépassent le seuil critique des 7 %, la BCE intervient sur le marché

Le départ annoncé de Silvio Berlusconi n'a pas détendu les marchés qui s'inquiètent désormais d'un enlèvement politique en Italie. Les taux des obligations souveraines italiennes ont dépassé hier pour la première fois les 7 %. Un seuil critique. La Grèce, l'Irlande et le Portugal ont en effet été contraints d'appeler à l'aide internationale après avoir vu le coût de la dette franchir ce seuil. Les taux à 10 ans ont frôlé les 7,5 % avant de redescendre vers 7,2 % en fin de journée, encaissant une hausse de 50 points de base. Les tensions ont été encore plus spectaculaires sur les échéances plus courtes: les taux à 2 ans ont accusé une hausse de plus de 80 points de base pour

Rendement du taux italien à 10 ans

7,206% +49 points de base



Source: Thomson Reuters Datastream

s'envoler, eux aussi, au-delà des 7 %. Autre indicateur de risque, le «spread», l'écart de rendement entre les obligations italiennes à 10 ans et leurs équivalentes alle-

mandes, a franchi les 500 points de base. La Banque centrale européenne a acheté hier des obligations italiennes en grandes quantités, selon des traders. ■

Editorial



par Serge Vandaele

Newsmanager

Jusqu'ici, tutto bene

Comme ces poules qui continuent de courir lorsqu'elles ont été décapitées, les têtes peuvent bien tomber en Grèce ou en Italie, l'Europe poursuit sa folle course en avant et chaque jour qui passe voit le scénario d'un éclatement gagner en consistance. L'annonce de la prochaine démission de Berlusconi n'a en effet nullement empêché les marchés obligataires de redoubler leurs attaques sur l'Italie qui, avec des taux à 10 ans au-delà de 7 %, a largement dépassé la cote d'alerte. L'Italie se retrouve, en réalité, prisonnière de cette même spirale destructrice qui, avant elle, avait fait trébucher la Grèce, le Portugal et l'Irlande: le pays n'inspire plus confiance, donc les taux grimpent, le poids de la dette s'accroît, les marchés doutent de plus en plus de sa capacité à faire face et font payer encore plus cher l'Italie qui s'enfoncé ainsi davantage dans la crise. Tel un feu de forêt en plein cœur de l'été, la contagion s'accélère. Il n'est pourtant pas trop tard pour sauver ce qui peut encore l'être. Le départ de Berlusconi était un préalable indispensable. C'est maintenant que l'on verra si la classe politique italienne a encore le sens des responsabilités et réussira à mettre en œuvre un plan de redressement qui ne soit pas qu'un catalogue de vaines promesses. Mais en attendant que les politiques italiens fassent leur job, en présumant que les dirigeants européens finiront bien par se ressaisir, c'est encore sur les pompiers franco-italiens qu'il faudra compter. Mario Draghi a déjà fait un premier geste en baissant son taux directeur mais jusqu'à présent la BCE avance à pas comptés sur le marché secondaire de la dette souveraine. À

contrecœur, elle achète des quantités assez limitées de titres italiens de manière à freiner la hausse des taux. Or avec une puissance de feu théoriquement illimitée, la BCE aurait tout à fait les moyens d'allumer un contre-feu. Ce qu'elle ne fait pas. Les marchés l'ont compris. Cette politique menée de mauvaise grâce ne suffira pas à décourager les attaques contre la dette italienne. Tant que la BCE ne dira pas qu'elle va utiliser toute sa puissance de feu pour maintenir en dessous d'un certain niveau les taux italiens, il n'y a pas de véritable répit à espérer.

Le «berlusconisme», ce n'est pas que des gaffes et des paillettes

Au-delà des clichés, Berlusconi a unifié la droite tout en décevant l'électorat qui croyait (encore) en ses promesses.



© DPA

Silvio Berlusconi n'a pas réussi à concrétiser ses nombreuses promesses politiques.

BILAN Catherine Mommaerts

A l'heure où Silvio Berlusconi semble sur le point de flancher pour de bon, comment expliquer que l'homme, qui n'est quasiment plus présenté que comme un pitre, un roublard, un adepte invétéré des parties fines ait pu remporter les élections législatives italiennes à quatre reprises? Les années Berlusconi pourraient-elles finalement être plus qu'une suite de clichés?

UNE BÊTE DE POLITIQUE

Il faut savoir que ce magnat de la presse et patron de club de football est également une bête de politique. Depuis qu'il est arrivé au pouvoir, en 1994, personne n'est parvenu à l'éclipser sur la scène politique italienne, et certainement pas dans les rangs socialistes où même un Romano Prodi a toujours fait pâle figure à côté de lui. Pour Christian Franck, professeur à l'UCL et à l'Académie diplomatique de Vienne, «Silvio Berlusconi a été la figure politique italienne la plus marquante de ces dix-sept dernières années.» Mario

Telo, vice-président de l'Institut d'études européennes de l'ULB, note pour sa part que si 35 % des Italiens ont encore voté pour Berlusconi en 2008, c'était «à cause de la fragilité de l'alternative de centre gauche».

A la base, Forza Italia, le parti de Berlusconi, répondait aux aspirations des Italiens. «Il voulait se débarrasser des lourdeurs bureaucratiques et fiscales, mener l'Italie vers l'avant et réformer la magistrature qui était vue par la population comme une caste de gauche», rappelle Christian Franck.

soutien de Pier Ferdinando Casini en 2008 car le président de l'Union des démocrates chrétiens et du centre, qui était en désaccord avec la Ligue du Nord, estimait que Berlusconi accordait trop d'importance à Umberto Bossi», explique Christian Franck. Puis, c'est Lamberto Dini, un autre allié d'importance, qui claqua la porte, estimant, lui aussi, que la Ligue du Nord prenait trop d'importance.

UN BILAN PLUTÔT MAIGRE

Globalement, le bilan des réalisations de Berlusconi en tant que Premier ministre est assez négatif.

haitait épauler les PME, venir en aide aux entreprises en faillite et aux travailleurs victimes de délocalisations. Au final, rien, ou pas grand-chose. «Les pensionnés, les personnes âgées sont les couches de la population qui ont été les plus trahies par Berlusconi. Il leur avait promis d'augmenter la pension minimale, d'assurer le remboursement des soins dentaires, etc. Il ne l'a pas fait», constate Giulia Sandri. Pour Christian Franck, il y a trois grandes raisons à ces échecs: «son inconstance, la polarisation qu'il a suscitée contre lui et la lenteur du système parlementaire italien».

UN DÉFICIT DE SOUTIEN

En matière de libéralisation de l'économie Silvio Berlusconi a joué du soutien du grand patronat italien jusqu'à récemment, explique le politologue. «Mais, empêtré dans ses problèmes avec la justice, son alliance avec la Ligue du Nord et une opposition de gauche obsédée par son départ, il ne se montrait plus assez voué aux politiques économiques», constate Christian Franck. Et l'homme n'était pas forcément suivi dans ses rangs. «Seule une partie de son parti voulait aller de l'avant en matière de réformes structurelles», rappelle ainsi Giulia Sandri.

Angelino Alfano, le dauphin?

L'Italie a cherché mercredi à rassurer des marchés paniqués par la tempête en zone euro, en accélérant l'adoption des mesures économiques réclamées par l'Union européenne et le départ de Silvio Berlusconi d'ici à samedi ou dimanche. Angelino Alfano, protégé du Cavaliere, est en première ligne pour lui succéder. Le poste de président du conseil italien est en effet à pourvoir: aussitôt que les mesures budgétaires décidées au sommet européen du 26 octobre auront été adoptées par le Parlement, les Italiens se retrouveront sans Premier ministre. Quand ce scénario se réalisera, Angelino Alfano devrait être le mieux placé pour occuper le poste. Issu d'une famille de démocrates-chrétiens sicilienne, Angelino Alfano a le déclic quand il voit pour la première fois Berlusconi à la télévision: «Lorsque j'avais 23 ans, j'ai vu un homme politique, avec une passion pour la liberté». Fervent admirateur de Berlusconi, Alfano se fraye aussitôt un chemin dans la politique en rejoignant en 1994, le programme du défunt parti du leader, «Forza Italia». Doctorant en droit des affaires, membre de la Chambre des députés en 2001, il gravit les échelons et devient le

plus jeune ministre italien de la Justice, en mai 2008.

Il rédige, cette année - là, la loi «Alfano» qui garantit l'immunité pénale aux quatre plus hauts représentants de l'État. Cette législation fut abrogée par la Cour Constitutionnelle en octobre 2009. Favori du Cavaliere, Alfano est nommé en juin 2011 premier Secrétaire Général du Parti pour la Liberté. Après l'échec de la droite aux élections municipales et provinciales, il reprend les rênes du PDL, miné par des guerres intestines et dont la cote de popularité est au plus bas. À ce poste, Angelino Alfano fait des débuts appréciés par tous, préconisant un rapprochement de la coalition PDL/Ligue du nord, avec les partis centristes, et en prônant le retour d'un «PDL sérieux».

À 41 ans à peine, désigné par tous comme un homme politique «très intelligent», Angelino Alfano est désormais en lice pour reprendre le flambeau de président du Conseil italien. La question reste désormais de savoir si les épaules de ce «poids léger», comme le surnomment les experts italiens, seront assez solides pour redresser un pays en pleine crise économique. ■



© Reuters

Berlusconi a eu d'autres grands projets, en matière d'infrastructures. Là aussi, il n'aura pas été suivi. «Lorsqu'il a voulu relier l'Italie à la Sicile en faisant construire un pont suspendu sur le détroit de Messine, on a crié à la mégalomanie alors que le fait de creuser un tunnel sous la manche avait été considéré comme naturel», rappelle Christian Franck.

Silvio Berlusconi peut toutefois mettre une grande réforme à son actif: le renforcement de l'autonomie fiscale des régions italiennes votée en 2009. «C'est sa plus grosse réalisation», estime Giulia Sandri. Mario Telo, quant à lui, relativise l'implication de Berlusconi. Selon lui, «le fédéralisme fiscal n'est pas un mérite à lui attribuer, mais c'est une innovation très marquée par l'idéologie de son allié, la Ligue du Nord». Berlusconi avait en effet pu compter sur

le soutien enthousiaste du parti d'Umberto Bossi, toujours friand de dévolution.

Si Berlusconi «a pratiquement sauvé Alitalia en sollicitant l'aide d'entrepreneurs privés», comme le rappelle Christian Franck, il a également su utiliser ses prérogatives de chef d'Etat à son avantage, et pas uniquement en tentant de museler la magistrature. «Il a fait adopter une trentaine de lois protégeant ses intérêts lors des trois dernières législatures», estime Giulia Sandri, en citant au passage la dépenalisation de la falsification des bilans des entreprises.

Aujourd'hui, il prépare activement sa succession politique en espérant que la gauche déseunie ne profitera pas longtemps de la débâcle qu'il laissera derrière lui. Faire le bilan du berlusconisme est donc peut-être prématuré. ■

Forza Italia, le parti de Berlusconi, répondait aux aspirations des gens.

Puis, Berlusconi aura tout de même réalisé l'exploit d'unifier la droite italienne au sein de l'alliance à l'ULB. L'homme avait promis de libéraliser l'économie. Il disait qu'il allait réformer la Bourse, le régime de chômage, les pensions, l'enseignement, la justice. Il sou-

tif. «Très peu des promesses électorales qu'il a faites ont été tenues», résume Giulia Sandri, politologue à l'ULB. L'homme avait promis de libéraliser l'économie. Il disait qu'il allait réformer la Bourse, le régime de chômage, les pensions, l'enseignement, la justice. Il sou-